

Vers un modèle politico-volontariste du profil des gouvernants congolais.

Par

Alain DINZILA NDIONO NDOPETELO*

R

ésumé

Cet article propose un modèle de profil des gouvernants congolais à partir d'une enquête sociologique transversale menée par Dinzila (2020) auprès de 339 agents et cadres des corps académique, scientifique et administratif de l'Université de Kinshasa (Unikin) et de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa (ISTM-Kin) en 2020 et 200 en 2026. Combinant un questionnaire structuré et qui comprend plus de deux mille déclarations qualitatives, l'étude analyse l'image de la pratique démocratique des gouvernants congolais ainsi que ses déterminants socio-démographiques et d'opinion. Les résultats indiquent que 76 % des enquêtés portent un jugement négatif sur leurs gouvernants, cette perception variant significativement selon le niveau d'instruction ($\chi^2 = 18,37$; $p = 0,01$) et la profession ($\chi^2 = 9,23$; $p = 0,01$). La régression logistique binaire et l'arbre de classification par segmentation révèlent que la satisfaction aux attentes, le grade académique, la nature des actions perçues des dirigeants et la qualité de la gouvernance constituent les principaux déterminants de cette image négative. Sur cette base empirique, l'article construit et discute un modèle « politico-volontariste » du profil souhaité des gouvernants congolais, structuré autour de cinq principes directeurs et de neuf attributs cumulatifs. Des recommandations institutionnelles sont formulées à l'intention des acteurs politiques et académiques congolais.

Mots-clés : gouvernance ; démocratie ; profil des gouvernants ; perception sociale ; République Démocratique du Congo ; modèle politico-volontariste

Abstract

This article proposes a profile model for Congolese leaders based on a cross-sectional sociological survey conducted by Dinzila (2020) among 339 academic, scientific and administrative staff members of the University of Kinshasa (Unikin) and the Higher Institute of Medical Techniques of Kinshasa (ISTM-Kin). Combining a structured questionnaire with more than two thousand qualitative statements, the study analyses the image of the democratic practice of Congolese leaders and its sociodemographic and opinion-based determinants. Findings show that 76% of respondents hold a negative view of their leaders, a perception that varies significantly by education level ($\chi^2 = 18.37$; $p = .01$) and occupation ($\chi^2 = 9.23$; $p = .01$). Binary logistic regression and a segmentation classification tree reveal that satisfaction with leaders' performance, academic rank, the perceived nature of leaders' actions and the quality of governance are the main determinants of this negative image. Building on this empirical evidence, the article develops and discusses a «politico-voluntarist» model of the desired profile of Congolese leaders, structured around five guiding principles and nine cumulative attributes. Institutional recommendations are formulated

* Professeur à l'Université de Kinshasa, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Département de Sociologie, Kinshasa, République Démocratique du Congo

for Congolese political and academic actors.

Keywords: governance; democracy; leaders' profile; social perception; Democratic Republic of the Congo; politico-voluntarist model

1. INTRODUCTION

La date du 24 avril 1990 marque, dans la mémoire collective congolaise, l'ouverture du processus de démocratisation après plus d'un quart de siècle de régime à parti unique sous le Maréchal Mobutu (Dinzila, 2020). Cette ouverture, portée par une conjonction de facteurs internes (délabrement économique, la dictature politique, dégradation des conditions sociales, mémorandum des évêques) et externes (fin de la guerre froide, discours de la Baule), a favorisé auprès de la population congolaise l'espoir d'un gouvernement véritablement « du peuple, par le peuple et pour le peuple », bref, un gouvernement démocratique. Trois décennies plus tard, ce processus demeure inachevé : la chute de Mobutu en 1997, l'adoption de la Constitution du 18 février 2006 puis sa révision de 2011, et les contestations électorales de 2011 et de 2018 ont nourri une crise persistante de la légitimité des gouvernants congolais (Pourtier, 2012).

Les observateurs internationaux ont été unanimes sur les irrégularités ayant entaché les scrutins de 2011 : la Fondation Carter, la Commission européenne et la Conférence Épiscopale Nationale du Congo ont dénoncé des « cafouillages » et des « tricheries avérées » remettant en cause la crédibilité des résultats publiés (Conférence Épiscopale Nationale du Congo, 2012 ; Pourtier, 2012). Cette crise de légitimité électorale s'est doublée d'une incapacité chronique des gouvernants à satisfaire les besoins élémentaires de la population : sécurité, justice distributive, organisation régulière des élections, décentralisation effective, emploi des jeunes diplômés entretenant un climat de défiance résumé par des expressions populaires telles que « Congo pasi na pasi » (« le Congo, pays de souffrances »).

Le personnel académique, scientifique et administratif de l'Unikin et de l'ISTM-Kin constitue,

à cet égard, un observatoire privilégié : il est à la fois victime collatérale des politiques publiques (absence de subsides, vétusté des infrastructures, tensions salariales) et acteur mieux informé que la moyenne de la population pour porter un jugement objectif sur l'action des gouvernants, puisqu'il évolue dans un milieu de réflexion scientifique permanente (Dinzila, 2020). C'est cette tranche de la population qui constitue notre champ de recherche dans cet article. Nous nous proposons de restituer et d'approfondir les résultats de l'étude menée par Dinzila.

1.1. Problématique et questions de recherche

La problématique de cette recherche s'ancre dans la théorie de l'« élite de proximité », selon laquelle une catégorie d'acteurs politiques tend à se soucier davantage de la conservation du pouvoir et de ses bénéfices que du bien-être des gouvernés (Dinzila, 2020). Le contraste entre le dénuement apparent des gouvernants à leur prise de fonction et l'enrichissement rapide observé à leur départ alimente, dans l'opinion publique congolaise, l'idée selon laquelle l'action publique ne vise pas prioritairement la satisfaction des besoins de la population. Ainsi quatre questions nous paraissent déterminantes dans la présente étude, et en constituent le fondement : (1) Comment le personnel de l'Unikin et de l'ISTM-Kin perçoit-il l'action des gouvernants congolais ? (2) Les politiques publiques menées parviennent-elles à satisfaire les attentes de la population enquêtée ? (3) Cette image, positive ou négative, est-elle tributaire de tendances sociodémographiques ou d'opinion identifiables ? (4) Quelles perspectives et quel profil de gouvernant permettraient de redorer cette image ?

1.2. Hypothèses de travail

1. L'image que le personnel enquêté se fait des gouvernants congolais est globalement négative.

tive et directement proportionnelle à l'incapacité de ces derniers à résoudre les problèmes qui minent le secteur de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) depuis 2001.

2. Les actions menées par les gouvernants congolais ne parviennent pas à satisfaire les attentes des gouvernés qui dénoncent entre autres la cherté de la vie résultant de politiques inadaptées.
3. Ce constat alarmant traduit la prééminence de l'intérêt personnel et égoïste des gouvernants congolais plutôt que la poursuite de l'intérêt général.
4. Redorer l'image des gouvernants congolais passe par la culture du rationalisme nationaliste et de l'esprit managérial au service de la cause congolaise.

L'objectif de cet article est double : (i) restituer, de façon synthétique, les résultats empiriques permettant de tester ces hypothèses ; (ii) en tirer un modèle opérationnel : le modèle politico-volontariste décrivant le profil du gouvernant susceptible de répondre aux attentes exprimées par la population enquêtée.

2. Matériels et méthodes

2.1. Type d'étude et milieu de recherche

Il s'agit d'une étude transversale à visée descriptive et explicative, combinant une approche quantitative et une approche qualitative, afin de saisir l'image des gouvernants congolais à

l'épreuve de la pratique démocratique (Dinzila, 2020). L'enquête a été menée au sein de deux établissements publics d'enseignement supérieur de Kinshasa : l'Université de Kinshasa (Unikin), créée en 1954 et comptant environ 2.000 étudiants pour 1.400 membres du personnel, et l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa (ISTM-Kin). La population cible regroupait trois corps professionnels : le corps académique (professeurs émérites, ordinaires, professeurs et professeurs associés), le corps scientifique (chefs de travaux et assistants de premier et deuxième mandat) et le corps administratif (directeurs chefs de service, directeurs, chefs de division et chefs de bureau).

2.2. Échantillonnage

La base de sondage était constituée de la liste exhaustive des membres des trois corps des deux institutions, soit une population mère de 3.192 agents et cadres (2.731 à l'Unikin et 461 à l'ISTM-Kin). Chaque institution a été traitée comme une strate à part entière et un taux de sondage uniforme de 1/7^e a été appliqué à l'intérieur de chaque strate et de chaque catégorie professionnelle, afin de préserver la représentativité de l'échantillon. Cette procédure a permis de retenir un échantillon prévisionnel de 440 personnes (390 à l'Unikin et 50 à l'ISTM-Kin), correspondant à 11 % des facultés et options des deux établissements. Le tableau 1 présente la situation échantillonnale par catégorie professionnelle.

Tableau 1. Situation échantillonnale de l'étude par catégorie professionnelle en 2020

Catégorie	Effectif (population mère)	Échantillon pré-vu	Échantillon exécuté	Taux de couverture (%)
Professeur émérite (PE)	50	7	3	43
Professeur ordinaire (PO)	259	37	34	92
Professeur (P)	171	24	14	58
Professeur associé (PA)	378	54	32	59
Chef de travaux (CT)	837	114	60	53
Assistant 2 ^e mandat (AS2)	95	13	17	131
Assistant 1 ^{er} mandat (AS1)	552	76	29	38 %
Directeur chef de service (DCS)	125	17	37	218 %
Directeur (D)	134	19	29	153 %
Chef de division (CD)	220	30	34	112 %
Chef de bureau (CB)	371	51	49	96 %
Total	3.192	440	339	77 %

Source : Auteur sur base des données d'enquête

Pour nous permettre de mieux attester nos résultats antérieurs, une enquête de contrôle était faite dans les mêmes conditions auprès de 200 personnes à choix non probabiliste (choix raisonné) compte tenu de certains impératifs circonstanciels. La situation échantillonnale actuelle de l'étude se présente comme suit.

Tableau 2. Situation échantillonnale de l'étude par catégorie professionnelle en 2026

Catégorie		Effectif disponible (2020)	Échantillon prévu (2020)	Échantillon exécuté (2026)
Professeur (PE)	émérite	50	7	2
Professeur (PO)	ordinaire	259	37	20
Professeur (P)		171	24	8
Professeur associé (PA)		378	54	19
Chef de travaux (CT)		837	114	35
Assistant dat(AS2)	2 ^e man-	95	13	10
Assistant dat(AS1)	1 ^{er} man-	552	76	17
Directeur chef de service (DCS)		125	17	22
Directeur (D)		134	19	17
Chef de division (CD)		220	30	20
Chef de bureau (CB)		371	51	29
Total		3192	440	200

Source : Auteur sur base des données d'enquête.

2.3. Instruments et procédure de collecte

Deux instruments ont été mobilisés : une fiche de recensement nominatif du personnel par catégorie et un questionnaire structuré en quatre modules, à savoir : (1) identification sociodémographique (âge, sexe, état civil, niveau d'études, institution, profession, grade, province d'origine) ; (2) opinions sur les gouvernants (perception générale, satisfaction aux attentes, gestion, actions posées, comparaison avec la Deuxième République, promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance) ; (3) situation socio-économique (dépenses, salaire, satisfaction du salaire aux besoins) ; (4) appartenance organisationnelle

(parti politique, société civile). L'administration, directe et assistée par cinq enquêteurs formés, s'est déroulée de janvier à septembre 2015, après un pré-test de dix jours. Le consentement éclairé de chaque participant a été recueilli après explication des objectifs, des risques et des bénéfices de l'étude ; la participation reposait entièrement sur le volontariat.

Sur les 440 personnes échantillonnées, 339 ont répondu de façon exploitable, soit un taux de couverture global de 77 % (80 % à l'Unikin et 56 % à l'ISTM-Kin). Au-delà des données fermées, l'enquête a recueilli plus de 20.000 déclarations qualitatives, analysées thématiquement pour en-

richir l'interprétation des résultats statistiques. En 2026, un échantillon de 200 agents et cadres académiques, scientifiques et administratifs ont été interrogés.

2.4. Traitement et analyse des données

Les données ont été codifiées et saisies sous EpiData, puis transférées vers SPSS (version 22) via le logiciel de transposition Stata Transfert ; 74 variables ont ainsi été encodées. Trois niveaux d'analyse ont été conduits : une analyse univariée (tris à plat) pour décrire les caractéristiques sociodémographiques et d'opinion de l'échantillon ; une analyse bivariée, fondée sur le test du χ^2 d'indépendance, pour explorer les associations entre la perception des gouvernants et les variables explicatives (seuils de significativité à 90 %, 95 % et 99 %) ; et une analyse multivariée combinant une régression logistique binaire (variable dépendante dichotomique : 1 = perception positive, 0 = perception négative)

et une classification par segmentation (arbre de décision) afin de hiérarchiser les variables les plus discriminantes.

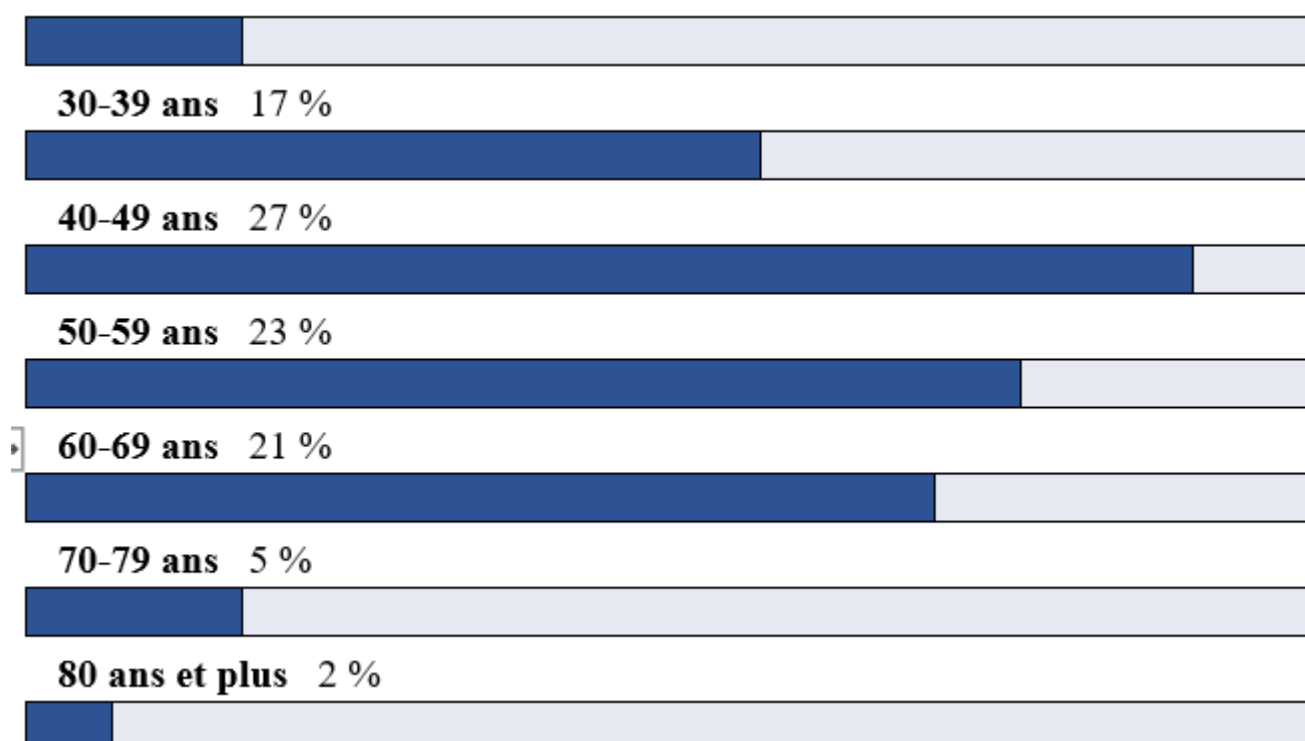
3. Résultats et analyses

3.1. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

L'échantillon final ($n = 339$) est majoritairement masculin (88 % d'hommes contre 12 % de femmes) et marié (87 %, contre 10 % de célibataires, 2 % de veufs et 1 % de divorcés). La tranche d'âge la plus représentée est celle des 40-49 ans (27 %), suivie des 50-59 ans (23 %) et des 60-69 ans (21 %), traduisant une population de cadres expérimentés. Sur le plan académique, près de la moitié des enquêtés détient un diplôme de licence (25 %) ou un doctorat d'État (25 %), suivis des titulaires d'un DEA/DES/Master (16 %) et de gradués (13 %).

20-29 ans 5 %

Figure 1. Répartition des enquêtés par tranche d'âge (% , $n = 200$).



Source : Auteur sur base des données d'enquête

Tableau 3. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés (n = 200).

Variable	Modalité	Fréquence (2020)	Fréquence (2026)	Pourcentage %
Sexe	Masculin	297	165	82
	Féminin	42	35	83
	TOTAL	339	200	59
État civil	Marié(e)	294	173	59
	Célibataire	35	21	60
	Veuf/Veuve	7	5	71
	Divorcé(e)	3	1	33
	TOTAL	339	200	59
Niveau d'études	Licence	85	50	59
	Doctorat d'État	84	57	68
	DEA / DES / Master	56	33	59
	Graduat	44	26	59
	Brevet/Diplôme professionnel	32	19	59
	Diplôme d'État	26	15	58
	Brevet de cycle d'orientation	10	6	60
	Certificat d'études primaires	2	1	50
	TOTAL	339	200	59

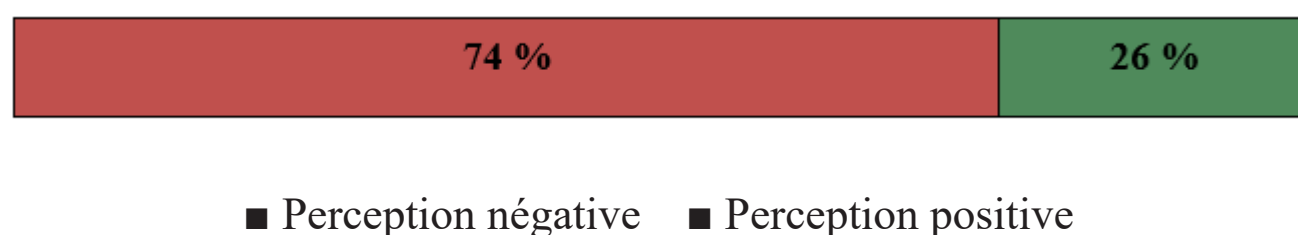
Source : Auteur sur base des données d'enquête.

3.2. Perception globale des gouvernants congolais

L'analyse univariée des questions d'opinion révèle une perception très majoritairement défavorable : 76 % des enquêtés portent un jugement

négatif sur l'action des gouvernants congolais contre seulement 24 % qui en ont une appréciation positive. Cette défiance massive constitue le résultat central de l'étude et confirme l'hypothèse principale d'une image globalement négative.

Figure 2. Perception globale des gouvernants congolais par le personnel enquêté (% , n = 200 répondants à la question d'opinion).



Source : Auteur sur base des données d'enquête

3.3. Analyse bivariée : déterminants sociodémographiques

Le croisement de la perception des gouvernants avec le niveau d'instruction des enquêtés met en évidence une relation statistiquement significative au seuil de 90 % ($\chi^2 = 18,37$; $p = 0,01$). Les détenteurs d'une licence (27,6 % des avis négatifs) et les docteurs d'État (24,4 %) sont proportionnellement les plus critiques, tandis que les diplômés d'État et les brevetés du cycle d'orien-

tation expriment le moins de désapprobation. La profession exerce un effet comparable et significatif ($\chi^2 = 9,23$; $p = 0,01$) : les chefs de travaux et assistants affichent le taux de désapprobation le plus élevé (35,8 % des jugements négatifs), suivis par les administratifs (40,2 %) et les professeurs (24,5 %), alors que c'est paradoxalement le corps administratif qui exprime la plus forte proportion d'avis positifs (55,6 %).

Tableau 4. Perception des gouvernants congolais selon le niveau d'études et la profession (% en colonne, n = 335). * Significatif au seuil de 90 %.

Variable	Modalité	Perception positive (%)	Perception négative (%)	Plus-value
Niveau d'études	Licence	18,5	27,6	$\chi^2 = 18,37$ $p = 0,010$ *
	Doctorat d'État	25,9	24,4	
	DEA/DES/Master	11,1	18,1	
	Graduat	11,1	13,8	
	Professeurs	26,0	24,5	
Profession	Chefs de travaux / Assistants	18,5	35,8	$\chi^2 = 9,23$ $p = 0,010$ *
	Administratifs	55,6	40,2	

Source : Auteur sur base des données d'enquête

3.4. Analyse multivariée : déterminants de l'image des gouvernants

La régression logistique binaire, conduite sur l'ensemble des variables sociodémographiques et d'opinion, identifie cinq variables indépendantes statistiquement significatives dans l'ex-

plication de la perception des enquêtés : la satisfaction aux attentes vis-à-vis des gouvernants, le grade du répondant, la nature des actions posées par les gouvernants, l'appréciation de la pratique de la bonne gouvernance et les recommandations formulées par les enquêtés.

Tableau 4. Déterminants significatifs de la perception des gouvernants congolais : régression logistique binaire (variable dépendante : 1 = perception positive). * $p < 0,10$; ** $p < 0,05$.

Déterminants significatifs	Modalité de référence	Exp(B)	Signification
Satisfaction aux attentes (Négative)	Positive	3637,70	$p = 0,001$ **
Grade : Chef de division	Professeur émérite	156,98	$p = 0,040$ *
Pratique de la bonne gouvernance (Négative)	Positive	7,92	$p = 0,044$ *
Recommandation : « Respect Constitution / droits humains »	Besoins sociaux de base	96,13	$p = 0,016$ *

Source : Auteur sur base des données d'enquête.

*Significatif à 90% ** Significatif à 95% *** Significatif à 99%

Des analyses faites, l'on note que la satisfaction aux attentes est extrêmement négative à plus de 36 fois plus que ceux qui pensent que le travail se fait convenablement considéré comme variable référencée. Bien au-delà, l'on constate que la pratique de la bonne gouvernance est négativement associée au seuil de 0.05. En effet, les données en présence montrent que la bonne gouvernance n'est pas appliquée conformément aux normes administratives. Elles sont 7 fois moins que ceux adoptent les bonnes pratiques de la gouvernance. En ce qui concerne les recommandations, le respect de la constitution et de droit de l'homme priment sur toutes les propositions faites. Elles représentent 4 fois plus toutes les déclarations faites par les enquêtés par

rapport aux besoins sociaux considérées comme une variable de référence.

3.5. Profil attendu des gouvernants congolais : synthèse qualitative

L'analyse thématique des déclarations qualitatives recueillies auprès des enquêtés permet de dégager, en creux de la critique formulée à l'encontre des gouvernants en exercice (irresponsabilité, démagogie, égoïsme, refus de l'alternance), un ensemble convergent d'attributs jugés indispensables à un gouvernant légitime. Le tableau 5 présente cette synthèse, organisée en neuf dimensions, qui constitue la matière première du modèle proposé en section 5.

Tableau 5. Synthèse des neuf dimensions du profil de gouvernant attendu, issues de l'analyse qualitative.

Dimension attendue	Illustration issue des déclarations des enquêtés
Responsabilité	Rendre compte de la gestion de la chose publique et assumer les conséquences de ses décisions.
Respect des droits humains	Garantir les libertés d'opinion, d'association, d'expression et de la presse.
Compétence managériale	Gérer les ressources publiques avec rigueur, à l'image d'un gestionnaire orthodoxe.
Intégrité	Refuser l'enrichissement illicite et la corruption dans l'exercice de la fonction.
Souci du bien-être collectif	Orienter les politiques publiques vers la satisfaction des besoins sociaux de base.
Nationalisme	Défendre la cause congolaise avant les intérêts personnels ou ceux des puissances étrangères.
Clairvoyance et vision (CVI)	Porter un projet de société clair, lisible et mobilisateur pour la population.
Promotion de l'alternance	Respecter la limitation des mandats et favoriser le renouvellement démocratique.
Respect de la Constitution	Se conformer aux textes constitutionnels et à la cohésion nationale.

Source : Auteur sur base des données d'enquête

4. Discussion

4.1. Une crise de légitimité documentée empiriquement

Le taux de désapprobation de 76 % observé dans cette enquête corrobore, par une mesure quantitative inédite, le constat déjà dressé par les observateurs des processus électoraux congolais de 2011 et de 2018 (Conférence Épiscopale Nationale du Congo, 2012 ; Pourtier, 2012). Il confirme l'hypothèse principale de la recherche : l'image des gouvernants congolais est globalement négative et apparaît directement liée à l'incapacité perçue de ces derniers à répondre aux besoins du secteur de l'Enseignement Supérieur et Universitaire comme à ceux de la population dans son ensemble. Ce résultat s'inscrit dans le cadre théorique de l'« élite de proximité » mobilisé par Dinzila (2020) : la concentration du pouvoir entre les mains d'un cercle restreint

de gouvernants et de leurs alliés tend à éloigner l'action publique des aspirations profondes et authentiques des gouvernés.

4.2. L'effet paradoxal du capital scolaire et professionnel

L'association significative entre niveau d'instruction, profession et sévérité du jugement porté sur les gouvernants invite à nuancer l'idée d'un personnel universitaire uniformément acquis à la critique. Si les licenciés et les chefs de travaux/assistants : catégories les plus exposées à la précarité statutaire expriment la défiance la plus forte, le corps administratif se montre comparativement plus indulgent, ce qui peut traduire une proximité plus directe avec les circuits de gestion publique ou une moindre exposition aux enjeux scientifiques contestataires. Ce résultat

tat fait écho aux analyses de Muller (1994) sur l'action publique, selon lesquelles la perception des politiques publiques varie fortement selon la position structurelle de l'observateur au sein du système qu'il évalue.

4.3. De la gestion perçue à l'image : la centralité de la gouvernance

Les analyses multivariées convergent vers un constat unique : ce n'est pas tant l'identité sociodémographique des enquêtés que leur appréciation de la gestion et des actions concrètes des gouvernants qui détermine l'image globale qu'ils en ont. La désignation des gouvernants comme « managers » plutôt que comme « irresponsables », « démagogues » ou « égoïstes » constitue, à elle seule, le pivot statistique de la perception positive ou négative. Ce résultat rejoint la définition de la bonne gouvernance retenue par la Banque mondiale comme manière dont s'exerce le pouvoir dans la gestion des res-

sources économiques et sociales d'un pays en vue de son développement (cité dans Dinzila, 2020), et confirme empiriquement la deuxième hypothèse de travail : les politiques publiques actuelles ne parviennent pas à satisfaire les attentes citoyennes les plus élémentaires.

4.4. Vers un modèle politico-volontariste du profil des gouvernants

À partir de la synthèse qualitative présentée au tableau 5 et des déterminants statistiques dégagés en section 3.4, cet article propose de formaliser un modèle « politico-volontariste » du profil des gouvernants congolais, prolongeant la proposition initiale de Dinzila (2020). Ce modèle repose sur cinq principes directeurs résumés au tableau 6 et neuf attributs cumulatifs déjà identifiés (tableau 5).

Tableau 6. Les cinq principes directeurs du modèle politico-volontariste.

Principe directeur	Contenu
1. Synergie gouvernants-gouvernés	Le pouvoir se construit par une compénétration participative entre l'action des gouvernants et l'appropriation de cette action par les gouvernés, à l'image d'une relation bijective entre les deux pôles de la gouvernance.
2. Refus du nivellement par le bas	Le modèle promeut une culture de l'excellence et préserve les institutions républicaines contre leur instrumentalisation par leurs propres créateurs.
3. Éthique de la responsabilité	L'éthique constitue le socle de la gouvernance ; elle s'oppose au déficit de responsabilité individuelle et collective observé chez une partie des gouvernants congolais.
4. Dialectique participative	La volonté politique implique mutuellement gouvernants et gouvernés dans un rapport social dynamique, et non hiérarchique ou unilatéral.
5. Sens stratégique	Les gouvernants doivent agir en stratèges, adaptant leur action au temps et aux circonstances, dans une lecture dialectique et non figée des faits sociaux.

Source : Auteur sur base des données d'enquête

L'articulation entre les tableaux 5 et 6 dessine une architecture à deux niveaux : des principes directeurs qui définissent la philosophie de l'action publique, et des attributs personnels qui qualifient le gouvernant individuel. Ce modèle se distingue des approches strictement institutionnelles de la bonne gouvernance (réforme des textes, séparation des pouvoirs) en plaçant la volonté politique des acteurs : gouvernants comme gouvernés au centre du dispositif, dans la continuité des travaux de Gramsci (1959) sur la prééminence du politique sur l'économique dans certaines conjonctures historiques.

4.5. Limites et risques du modèle

Ce modèle n'est pas exempt de limites. D'une part, sa portée empirique reste circonscrite à un échantillon de personnel universitaire kinois,

dont le niveau d'instruction et la sensibilité critique ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la population congolaise ; toute généralisation à l'échelle nationale doit donc être prudente. D'autre part, comme le souligne Dinzila (2020), le modèle politico-volontariste comporte un risque intrinsèque de « pathologie politique » si les gouvernants n'en intériorisent pas les principes : la persistance de comportements irresponsables, démagogiques ou égoïstes pourrait, à l'inverse, aggraver la défiance déjà mesurée. Ce risque est renforcé par les pressions exogènes qu'exercent certaines puissances internationales sur les trajectoires politiques africaines, qui peuvent contrarier l'émergence de gouvernants authentiquement nationalistes. Enfin, le modèle, formulé en termes normatifs, appelle des recherches complémentaires permettant d'objecti-

ver son opérationnalisation, par exemple à travers des indicateurs de gouvernance mesurables et un suivi longitudinal de l'image des gouvernants.

5. Conclusion

Cette étude visait à mesurer la perception qu'a le personnel académique, scientifique et administratif de l'Université de Kinshasa et de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa de leurs gouvernants, puis à en tirer un modèle de profil capable de répondre aux attentes exprimées. Les résultats confirment, dans leurs grandes lignes, les quatre hypothèses de travail : l'image des gouvernants congolais est majoritairement très négative (76 %) et proportionnelle à leur incapacité à résoudre les problèmes de la société ; les politiques publiques actuelles ne satisfont pas les attentes des gouvernés ; cette image négative traduit la perception de l'intérêt égoïste plutôt que la relance d'une action managériale au service du bien commun ; et le redressement de cette image suppose la promotion, chez les gouvernants, d'un esprit à la fois nationaliste et managérial.

Sur cette base, l'article propose le modèle politico-volontariste comme cadre de référence pour penser le profil souhaitable des gouvernants congolais, articulé autour de cinq principes directeurs (synergie, disposer des aptitudes intellectuelles et morales, dialectique participative, sens stratégique) et de neuf attributs personnels (responsabilité, compétence managériale, respect des droits humains, intégrité, souci du bien-être collectif, nationalisme, vision, promotion de l'alternance, respect de la Constitution). Loin d'être une solution univoque ou une « baguette magique », ce modèle constitue un outil heuristique destiné à orienter à la fois la sélection des gouvernants et l'évaluation de leur gestion des

affaires publiques.

Sur le plan des recommandations, l'étude invite les acteurs institutionnels congolais à : (i) instaurer une traçabilité claire de la reddition de comptes envers la population ; (ii) garantir effectivement les droits de base de la personne dont les droits civils et politiques conformément aux engagements internationaux de la RDC ; (iii) renforcer l'efficacité et la professionnalisation des services publics, notamment par la formation continue et la revalorisation salariale des agents de l'État ; (iv) consolider l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'État de droit ; et (v) lutter résolument contre la corruption et le détournement des biens publics. Des recherches futures pourraient utilement élargir l'échantillon à d'autres catégories socioprofessionnelles et à d'autres provinces, et tester longitudinalement l'évolution de l'image des gouvernants à l'aune de l'application ou non des principes du modèle politico-volontariste ici proposé.

Bibliographie

1. Agence d'information des États-Unis. (1991). Qu'est-ce que la démocratie ? (numéro d'octobre 1991).
2. Aron, R. (1965). Démocratie et totalitarisme. Gallimard.
3. Bellina, S. (2009). La gouvernance démocratique : un nouveau paradigme pour le développement ? Institut de la gouvernance. <http://www.institut-gouvernance.org/fr/document/fiche-document-158.html>
4. Burdeau, G. (1956). La démocratie. Éditions du Seuil.
5. Burdeau, G. (1967). Traité de science politique (2e éd., Vol. 2 : L'État). Librairie générale de droit et de jurisprudence.

6. Conférence épiscopale nationale du Congo. (2012, 11 janvier). Le peuple congolais a faim et soif de justice et de paix. CENCO. www.cenco.cd
7. Dye, T. (1998). *Understanding public policy* (9e éd.). Prentice Hall.
8. Hassenteufel, P. (2011). *Sociologie politique : l'action publique*. Armand Colin.
9. Lateef, S. (Éd.). (1992). *Governance and development*. Banque mondiale.
10. Loka-ne-Kongo. (2001). *Lutte de libération et piège de l'illusion... Multipartisme intégral et dérive de l'opposition au Zaïre (1990-1997)*. Presses Universitaires du Congo.
11. Muller, P. (1994). *Les politiques*. Presses Universitaires de France.
12. Pourtier, R. (2012). Les élections de 2011 en RDC, entre cafouillage et tripatouillage. *EchoGéo*. <https://doi.org/10.4000/echo-geo.13119>
13. Ravitch, D. (1991, avril). Education and culture in a free society [Communication]. Educational Excellence Network's International Civic Education Conference, Washington, États-Unis.
14. Schmitter, P. (2000). Réflexions liminaires à propos du concept de gouvernance. Dans C. Gobin & B. Rihoux (Éds.), *La démocratie dans tous ses états* (p. 58). Bruylant.
15. Shomba Kinyamba, S., & Mwene Batende, G. (2008). *Vade-mecum du chercheur-enquêteur*. Kinshasa/M.E.S.
16. Vangu Ngimbi, I. (2017). *Éclairage sociologique sur quelques notions canoniques de la science politique*. L'Harmattan.